



MICHEL GODET

MEMBRE DU CAE, AUTEUR DU *COURAGE DU BON SENS*, ODILE JACOB, 2008

Il est temps de réveiller les recettes dormantes !

La France – qui vit au-dessus de ses moyens – n'a pas de marge budgétaire pour se relancer. Pourquoi ne pas explorer cette nouvelle piste fiscale que sont les réserves de capitalisation des assurances ?

La crise est bien là, plus forte qu'en 1974, 1993 ou 2003, car la vague du troisième choc pétrolier se conjugue avec la crise financière. L'Etat devrait normalement essayer de contrer la conjoncture en soutenant la demande par dépenses publiques interposées. C'est d'ailleurs ce que Bruxelles recommande à l'Allemagne et à l'Espagne. Mais pas à la France, car, contrairement à ses voisins, elle n'a pas baissé le poids de la dépense publique dans le PIB et ne dispose pas d'excédents budgétaires. Elle a déjà bien du mal à maintenir son déficit public au-dessous de la norme de 3%.

Le Premier ministre François Fillon tient ferme la barre sur le cap des réformes structurelles, indispensables pour que la France soit mieux placée pour tirer parti de la croissance le moment venu. En attendant, un seul slogan : « Ni rigueur ni relance », mais gestion plus rigoureuse et efficace des dépenses publiques, et quelques mesures pour les plus modestes.

Une croissance deux fois plus faible (autour de 1%) en 2008 qu'en 2007, c'est aussi plusieurs milliards d'euros de recettes fiscales en moins. Sans oublier que le service de la dette, de l'ordre de 50 milliards d'euros par an, s'alourdit de plusieurs milliards à chaque augmentation des taux d'intérêt. Faute de réformes passées, les caisses sont vides : ces dernières années nous avons vécu au-dessus de nos moyens. En France, de-

puis l'an 2000, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages (revenus directs et de transferts diminués des cotisations sociales et des impôts directs) a augmenté plus vite que la croissance du PIB en volume. C'est l'inverse qui s'est produit dans le reste de la zone euro. Pour distribuer plus de pouvoir d'achat, il faut d'abord commencer par créer plus de richesse, c'est-à-

dire baisser le coût relatif du travail pour rendre nos entreprises plus compétitives et les inciter à nous faire travailler plus.

Certains conseillers, sans scrupules vis-à-vis des générations futures, voudraient puiser dans les quelque 30 milliards du fonds de réserves des retraites. Espérons qu'ils ne seront pas écoutés. Pour

contenir le déficit public, le gouvernement a d'autres voies plus justes à explorer. Il y a, bien sûr, plusieurs milliards d'euros dans les fameuses niches fiscales. Mais il y aurait aussi d'autres recettes fiscales dormantes d'environ 10 à 15 milliards d'euros dans les 60 à 80 milliards de réserves de capitalisation des assurances, qui, au nom d'un lissage pluriannuel justifié, échappent à toute fiscalité. Les experts de la place s'attendent depuis des années à une telle mesure, et les dirigeants des sociétés d'assurances seraient prêts à négocier une « exit tax » qui les rapprocherait du régime commun des entreprises. Il serait temps de réveiller toutes ces recettes dormantes, les circonstances de crise l'exigent ! ■



SOURCES : INSEE, ODE-REXECODE

En France, le revenu disponible des ménages a augmenté plus vite que le PIB en volume, à l'inverse de la zone euro.